

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE
SOCIAL

Direction Générale du Travail

Bureau des relations collectives du travail

Madame Dimitra FINIDORI

39/43, Quai André Citroën

75902 Paris Cedex 15

V/réf. : Lettre de M. Combrexelle 26-09-2013

N/réf. : JDS/IM/Let DGT001 11 13

Copie : M. Jean-Denis Combrexelle

Paris, le vendredi 8 novembre 2013

Objet : Contribution au bilan de la loi du 20-08-2008

Madame,

Notre association DIALOGUES milite depuis sa création pour le développement de la négociation collective et pour l'autonomie, la reconnaissance de la place et du rôle des acteurs syndicaux dans la détermination des règles sociales.

A cet égard, nous avons considéré que la loi du 20 août 2008 représentait une avancée importante dans cette voie.

La loi du 14 juin 2013 sur la sécurisation de l'emploi poursuit et amplifie les effets de la loi du 20 août 2008 en consacrant, dans certaines conditions, le principe de l'accord majoritaire, en associant les organisations syndicales à la définition de la stratégie de l'entreprise à travers la Base de données unique, et décidant la présence d'administrateurs salariés au Conseil d'Administration des grandes entreprises.

Nous pensons que la prochaine étape devrait permettre de redéfinir et de préciser le rôle des IRP.

La multitude d'instances, outre le fait qu'elles éloignent les IRP des salariés, est facteur de complexité et est incompréhensible pour la très grande majorité du personnel, et même, souvent, des syndicalistes qui y participent.

Nous proposons quelques propositions pour engager un prolongement à la loi du 20 août 2008 :

- A) **Dans les groupes, les entreprises, création d'une instance par voie législative composée, sur la base de la proportionnelle, des organisations syndicales représentatives avec comme objectifs :**
- Diffusion des informations,
 - Echanges sur les stratégies de l'entreprise,
 - Définition des thèmes de négociations retenues pour les mois ou l'année à venir,
 - Élaboration d'un calendrier de rendez-vous dans l'année pour le suivi et les analyses de situation

Avec des moyens spécifiques alloués à l'ensemble des organisations syndicales pour jouer pleinement leur rôle (expertises, ...).

.../...



Association Dialogues

9, rue Beaujon

75008 Paris

Tél. : 01 45 72 30 32

Fax : 01 45 72 28 29

dialogues@dialogues.asso.fr

www.dialogues.asso.fr

- B) Les prérogatives de cette instance en matière économique et de consultation seraient celles habituellement dévolues aux CE, CCE (information, consultation sur, par exemple : emploi, restructuration, licenciement, reclassement,...).

Il y aurait une obligation de négocier de bonne foi (prise en compte des contre-propositions des représentants du personnel, organiser plusieurs séances de discussion). En cas d'accords collectifs majoritaires, les recours seraient impossibles et les IRP locales (CE) seraient responsables du suivi de l'accord. Ce qui contribuerait à assurer une sécurité juridique aux accords passés, raccourcirait les délais de consultations et rendrait l'action des partenaires sociaux plus réactive.

Restant à votre disposition pour vous apporter ou présenter tout complément d'information,

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sincères salutations.

Ts l'ordicue.



Jean-Dominique Simonpoli,
Directeur Général



Association Dialogues

9, rue Beaujon

75008 Paris

Tél. : 01 45 72 30 32

Fax : 01 45 72 28 29

dialogues@dialogues.asso.fr

www.dialogues.asso.fr